

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Arrêté préfectoral n° IC-25-038
imposant des prescriptions techniques complémentaires**

**Société CENERGY
à SAINT-OUEN-L'AUMONE**

Le Préfet du Val d'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment son titre VIII du livre 1er, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

Vu le décret du Président de la République du 9 mars 2022 nommant M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2008 autorisant la société CYEL à exploiter une chaufferie urbaine biomasse sur le territoire de la commune de SAINT-OUEN-L'AUMÔNE – 1, Rue du Gros Murger ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 mars 2020 prenant notamment acte du changement d'exploitant concernant les installations de la chaufferie située 1, rue du Gros Murger à SAINT-OUEN-L'AUMÔNE, la société CENERGY ayant succédé à la société CYEL depuis le 1^{er} octobre 2019 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° IC-21-083 du 27 août 2021 délivré à la société CENERGY autorisant le passage au gaz naturel des chaudières et en autocontrôle des installations de combustion de la chaufferie des Bellevues à SAINT-OUEN-L'AUMÔNE – 1, rue du Gros Murger ;

Vu l'arrêté préfectoral n° IC-22-080 du 2 novembre 2022 portant abrogation de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence n° IC-22-028 du 29 avril 2022 et imposant des prescriptions techniques complémentaires ;

Vu les dossiers de porter à connaissance transmis par la société CENERGY les 5 août 2021, complétés par les éléments transmis le 22 juin 2022 et 12 avril 2024 relatifs aux modifications des conditions d'exploitation des installations de SAINT-OUEN-L'AUMONE ;

Vu le courriel du 18 juillet 2024 de l'inspection des installations classées transmettant à la société CENERGY le projet d'arrêté préfectoral complémentaire établi suite aux porter à connaissance précités et lui accordant un délai de sept semaines pour formuler ses observations ;

Vu le rapport du 13 décembre 2024 de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT) – unité départementale du Val-d'Oise ;

Considérant l'absence d'observation de la part de la société CENERGY sur le projet d'arrêté complémentaire qui lui a été communiqué par courriel du 18 juillet 2024 précité ;

Considérant que la société CENERGY est dûment autorisée à exploiter une chaufferie sur le territoire de la commune de SAINT-OUEN-L'AUMONE ;

Considérant que les modifications d'exploitation sollicitées par la société CENERGY dans ses porter à connaissance sont jugées notables mais non substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que les modifications sollicitées ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts protégés mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'inspection des installations classées, dans son rapport du 13 décembre 2024 susvisé, a proposé de donner une suite favorable aux demandes de la société CENERGY ;

Considérant qu'il convient, suite à l'analyse des porter à connaissance, d'encadrer les modifications apportées par des prescriptions techniques complémentaires ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) n'est pas requis ;

ARRÊTE

Article 1 : Généralités

La société CENERGY est tenue, pour son établissement situé 1, rue du Gros Murger sur le territoire de la commune de SAINT-OUEN-L'AUMONE, de respecter les prescriptions techniques complémentaires du présent arrêté.

Article 2 : Dimensions du local chaufferie

Les dispositions de l'article 8.3.1.3 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral complémentaire n° IC-21-083 du 27 août 2021 susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Les générateurs mixtes gaz naturel et FOD sont situés dans le local chaufferie dont les caractéristiques sont les suivantes :

- dimensions : 25 m x 25 m x 9 m
- plancher béton (REI 120)
- parois en béton (REI 120) sauf la paroi Est en bardage métallique

- poteaux en béton (REI 120)
- sol béton (REI 120)
- parois : parois en béton »

Article 3 : Étude de dangers

Les dispositions de l'article 8.2.7 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral complémentaire n° IC-21-083 du 27 août 2021 susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Les installations sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux études, plans et données techniques transmis au préfet du Val d'Oise et sont notamment mises en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

Les mesures de maîtrise des risques prises en compte dans l'évaluation de la probabilité d'un phénomène dangereux sont mises en place, exploitées, maintenues et testées de manière à atteindre les performances démontrées dans l'étude de dangers.

Un document listant les mesures de maîtrise des risques est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et lui est communiqué sur demande. Ce document doit indiquer *a minima* l'identification de la mesure en référence au dossier, son objectif, son niveau de confiance, les scénarios sur lesquels elle intervient, la cinétique de mise en œuvre de la réponse attendue et son indépendance des autres MMR.

Toute évolution de ces mesures fait préalablement l'objet d'une analyse de risque proportionnée à la modification envisagée. Ces éléments sont tracés et seront intégrés dans les études de dangers lors de leur révision. »

Article 4 : En cas de non-respect d'une des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L. 171-8 et L.173-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 5 : Conformément aux dispositions du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de SAINT-OUEN-L'AUMONE et peut y être consultée ;
- un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de SAINT-OUEN-L'AUMONE pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture du Val-d'Oise ;

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise pendant une durée minimum de quatre mois.

Article 6 : Conformément aux dispositions des articles R. 181-50 et R. 181-51 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal administratif sis 2/4 boulevard de l'Hautil – BP 30322 –95027 – CERGY-PONTOISE Cedex :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié,

- par les tiers en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :

- l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le tribunal administratif de CERGY-PONTOISE peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télécours citoyens » (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 7 : La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIAT) et le maire de SAINT-OUEN-L'AUMONE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Cergy, le **1 AVR. 2025**

Le préfet,

Pour le Préfet,
La secrétaire générale


Hélène GIRARDOT